



HAL
open science

En Amérique Latine, les inégalités ont des couleurs de peau

Jose Calderon Gil, Fernando Urrea Giraldo

► **To cite this version:**

Jose Calderon Gil, Fernando Urrea Giraldo. En Amérique Latine, les inégalités ont des couleurs de peau. Les Mondes du travail , 2018, Les Mondes du travail, 21. hal-04114838

HAL Id: hal-04114838

<https://hal.univ-lille.fr/hal-04114838v1>

Submitted on 2 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Fernando Urrea-Giraldo est sociologue et politiste. Il enseigne la sociologie au Département des Sciences Sociales et Economiques de l'Université du Valle, dans le Sud-ouest colombien, depuis 1984. Il coordonne le groupe de recherche « Etudes ethno-raciales et du travail » du Centre de Recherche et Documentation Socio-Economique –CIDSE-, dans lequel il a dirigé des travaux sur les mécanismes de la domination sociale à partir d'une perspective intersectionnelle (genre/classe/race/sexualité).

Issu d'une famille de commerçants progressistes, Fernando Urrea-Giraldo a reçu dans ses années pré-universitaires une formation dans la mouvance chrétienne de gauche qui en Colombie se diffusait sous l'influence du curé Camilo Torres, co-fondateur avec Orlando Fals-Borda de la première faculté en sociologie du pays, qu'il intégrera en 1966. Il entamera ainsi une longue carrière professionnelle et de recherche qui débute avec une notable participation dans le célèbre « Política y sindicalismo en Colombia », livre édité en 1973 et dirigé par Daniel Pécaut, qui constitue la première étude systématique sur la classe ouvrière organisée en Colombie. Entre 1976 et 1977 Fernando Urrea-Giraldo a participé d'une autre étude pionnière, « Marchés du travail et migrations dans l'exploitation cafetière ». Cette recherche analyse les transformations dans la structure productive de la culture du café selon des logiques tayloriennes de mesure des temps et de rationalisation des modes opératoires, et l'impact de ces transformations sur la fragmentation des marchés du travail locaux et régionaux. Entre 1978 et 1980 il travaillera pour l'Organisation Internationale du Travail dans une enquête visant à décrire les caractéristiques de la main d'œuvre dans des cultures saisonnières comme le café, le coton, le platane, le riz ou la canne à sucre. Entre 1981 et 1982 Fernando est reçu à l'Université de New York, où il s'intéressera aux stratégies migratoires et l'insertion professionnelle des colombiens dans les marchés du travail périphériques newyorkais. Depuis son installation en tant qu'enseignant-chercheur à l'Université de Cali, il a porté son regard sur la fragmentation des marchés du travail, qu'il analyse du point de vue de l'économie politique et de la sociologie de la domination. Fernando Urrea-Giraldo a mis en lumière le rôle que jouent les stratégies de sous-traitance et d'externalisation dans les régimes d'accumulation postfordienne. Ces stratégies ont un impact sur les dynamiques sociodémographiques, les marchés du travail, la pauvreté urbaine et les migrations. Pour Fernando, la « lutte des classes » est une catégorie analytique qui permet de saisir l'imbrication des différents rapports sociaux dans la production des séparations et des hiérarchisations des groupes sociaux dans la société, fonctionnelle à la

¹ Sociologue, enseignant-chercheur à l'Université de Lille1, membre du CLERSE-CNRS

fragmentation des marchés; et en retour, comment les subalternes peuvent se saisir de certaines déterminations et se produire en tant que sujets antagonistes des groupes sociaux dominants.

Dans l'entretien qui suit, nous parlons avec Fernando Urrea-Giraldo des résultats d'une enquête menée dans les quatre pays les plus peuplés en Amérique Latine (Brésil, Mexique, Colombie et Argentine) et coordonnée par Edward Telles, chercheur à l'Université de Princeton, et par Fernando lui-même. Cette enquête dénommée PERLA (Projet Ethnicité Race en Amérique Latine) a abordé des questions relatives aux processus de discrimination, aux inégalités et aux formes d'intégration des minorités ethno-raciales, ainsi qu'à la façon dont se construisent les identités nationales dans ces différents pays².

Partons de votre enquête PERLA, de la façon dont vous expliquez qu'un ordre pigmentocratique opère en Amérique Latine. Vu de France cela sonne très bizarre et fait écho à un passé colonial que certains croient dépassé. Si je comprends bien, c'est par cette notion que vous entendez montrer que le racisme structure la société et traverse les frontières des classes sociales, tout en incorporant les différences socioéconomiques dans ce que vous nommez un « jeu pigmentocratique ». Comment fonctionne l'ordre pigmentocratique ?

On peut admettre qu'en Amérique Latine la relation entre classe et race est particulière. Les classes sociales sont en interaction avec les différences pigmentocratiques, c'est-à-dire les différences de couleur de peau. En général, on peut affirmer que les classes sociales ont des couleurs de peau dans les différentes régions latino-américaines, chacune avec des spécificités propres. Si nous prenons la région de la Vallée du Cauca, qui est la région sur laquelle j'ai travaillé depuis plusieurs années, une région dans le sud-ouest colombien qui a connu une longue tradition de l'hacienda coloniale esclavagiste, les élites dominantes ont toujours été les fractions minoritaires plus blanches, comme dans d'autres régions et sociétés en Amérique Latine. Dans le Cône Sud (Argentine, Uruguay, Chili) ce processus est très évident aussi. C'est-à-dire, qu'en Amérique Latine, dans la longue période de production des différentes sociétés qui démarre à partir de la période coloniale, la structure des classes sociales va en s'articulant avec un ordre ethno-racial. Ainsi, les fractions qui sont progressivement produites comme classes populaires, c'est-à-dire les fractions les plus subalternes dans l'ordre social, ce sont celles avec une peau plus obscure. Dans la période coloniale c'était essentiellement des Noirs et des Indiens. Les populations vont aller en se mélangeant tout au long de la période républicaine, mais cette articulation classe/race va jouer en permanence dans la production et reproduction des inégalités sociales. C'est-à-dire, si l'on analyse les processus de mobilité sociale et de perméabilité sociale et raciale entre les

² Edward E. Telles et le Project on Ethnicity and Race in Latin America (perla), *Pigmentocracies: Ethnicity, Race, and Color in Latin America*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2014, 320 pp.

différentes catégories de population, les deux dimensions classe et race sont toujours présentes et en articulation. Il faut aussi prendre en considération le genre, parce qu'en Amérique Latine, plus particulièrement pour le cas colombien, les femmes en tant que groupe social sont plus marquées par ces différences de couleur de peau. Les femmes doivent fournir des efforts supplémentaires pour « blanchir » leur peau, pour se comporter comme étant des femmes respectables, ce qui veut dire des femmes blanches ou métisses. Dans le cas des hommes colombiens il existe aussi la catégorie populaire du « noir raffiné », c'est-à-dire de l'homme noir qui parle, s'habille, s'exprime comme un blanc... Néanmoins, la pression sociale sur les hommes noirs en processus d'ascension sociale pour qu'ils se « blanchissent » est moins déterminante que pour les femmes, afin que leur mobilité sociale soit reconnue et opérante.

Dans d'autres pays nous avons observé des phénomènes similaires. Au Mexique, l'Institut National de Statistique a mené une enquête dans laquelle, de façon intuitive, l'enquêté devait placer des « couleurs de peau » reconnaissables et renvoyant à des catégories raciales de population dans une échelle de réussite sociale. Très massivement, les couleurs claires de peau ont été placées tout en haut de la hiérarchie sociale. Cela ébranle l'un des fondements du principe de nationalité mexicaine, à savoir, cette idée moderne de citoyenneté selon laquelle le phénotype ne devrait pas jouer de rôle spécifique. Au contraire, les différenciations raciales sont très présentes dans l'imaginaire qui compose le sens commun mexicain, et elles permettent d'expliquer les inégalités. Cette découverte a fait l'objet d'un débat très intéressant dans les mondes académique et politique mexicains, puisque tout d'un coup les Mexicains ont verbalisé ce qui n'était pas dicible : que les couleurs de peau ont quelque chose à voir avec l'ordre socio-économique. La présentation des résultats de notre enquête PERLA a contribué modestement à ce remplacement de la question raciale au cœur du débat politique. Au Mexique, l'identité nationale reconnaît l'existence d'un passé ethnique « originaire » ou ancestral qui est majoritaire dans le pays, mais il s'agit d'une histoire morte. Cette histoire redevient vivante aujourd'hui et elle a été remise au cœur du jeu des alliances qui construisent l'échiquier politique mexicain, notamment par le mouvement indigène.

Au Chili, des études en psychologie expérimentale ont montré que, de façon très naturelle, la population d'étudiants les plus proches d'un phénotype *mapuche* c'est-à-dire indigène, sont perçus comme ayant des moindres capacités intellectuelles. Les analyses sociologiques relatives aux taux de réussite selon la couleur de peau auront confirmé par la suite ces intuitions qui sont très présentes dans l'imaginaire social : les étudiants ayant une peau plus claire et appartenant à un type racial européen s'en sortent beaucoup mieux dans le système scolaire chilien.

Partout en Amérique Latine, une ligne de recherche met aujourd'hui au cœur du débat politique cette idée que les classes sociales ont des couleurs de peau.

Alors la catégorie « race » fonctionnerait en Amérique Latine d'une façon un peu différente des Etats-Unis par exemple, où des processus de ghettoïsation raciale ont profondément marqué l'histoire du pays...

La particularité en Amérique Latine, comparativement au cas nord-américain c'est qu'aux Etats-Unis la race est une variable qui explique par elle-même les inégalités sociales, alors qu'ici en Amérique Latine les inégalités s'expliquent à partir d'une articulation classe/race. Attention : les classes sociales sont aussi opérantes aux Etats-Unis, mais la composante raciale est très importante dans la construction des nations anglo-saxonnes. Les sociétés anglo-saxonnes sont des sociétés hypersegmentées par le phénomène de la ségrégation raciale. En Amérique Latine les processus de racisation s'articulent avec les classes sociales, ce qui n'empêche pas l'existence de formes de mobilité sociale ascendante d'individus et de groupes ayant une peau plus obscure. Mais ces processus de mobilité sociale se font toujours à l'intérieur d'une hiérarchie d'assimilation corporelle en relation aux groupes qui ont une peau plus claire. C'est ce que l'on observe si l'on prête attention aux processus de mobilité sociale ascendante de fractions des classes moyennes noires ou indigènes. L'on observe également cette interaction entre les élites indigènes et les classes moyennes et supérieures blanches ; ou dans le cas brésilien, l'existence de formes de reconnaissance de certaines lignées de groupes noirs d'esclaves qui ont acquis des statuts prestigieux. Dans les différentes régions latino-américaines, les frontières sont plus ou moins perméables, mais dans cette interaction entre classe et race, le jeu pigmentocratique est toujours présent.

Il me semble que votre proposition a une dimension politique de premier ordre en ce qu'elle permet de de déconstruire l'idée de métissage, c'est-à-dire cette idée qui met tout le monde sur un pied d'égalité raciale : on est tous mélangés, parce qu'on est tous métis. Un peu comme en France l'idée de république de citoyens libres et égaux... Or en réalité, à bien vous lire, le métissage aurait fonctionné plutôt comme fiction permettant d'occulter l'existence d'un ordre social raciste – un ordre s'étalant depuis la période coloniale jusque la fondation des républiques début du XIXème et la conformation des différents Etats-Nation dans la région tout au long du XXème siècle.

Le métissage a en effet généré un processus très intéressant, un mélange qui n'a pourtant jamais produit des amalgames complets mais des gradations de couleur allant de la plus claire, toujours associée aux classes dominantes et aux élites, à la plus obscure, renvoyant aux classes plus dominées et subalternes. Les castes ethno-raciales ont été formellement abolies au moment de la constitution des Républiques. Tous les citoyens étaient libres et égaux devant la loi, mais dans la vie sociale, ce jeu de « variations de couleurs », ce jeu pigmentocratique, a toujours été présent.

A partir du XXème siècle on va assister à la conformation des Etats-Nations qui passent par la constitution d'un marché économique intérieur pour chaque pays et par la distribution du

pouvoir économique, c'est-à-dire par la production d'élites dans les secteurs industriel et agricole. Mais aussi par la production, dans chaque pays, de métarécits autour de « l'ordre métis » qui dépigmentent les inégalités socio-raciales.

Des paradigmes de « la nation métisse » se constituent un peu partout, autour de deux polarités. Le modèle mexicain d'une part, qui est celui de la « race cosmique », c'est-à-dire de la nation qui reconnaît son passé indien et ancestral. Et le modèle brésilien de « l'harmonie raciale » qui construit l'idée selon laquelle le Brésil aurait échappé au racisme et à la discrimination raciale très présente dans d'autres pays comme les Etats-Unis. Ces métarécits donnaient à ces sociétés une façon de se penser en dehors du jeu pigmentocratique. Il existe encore un autre modèle qui constitue en réalité un anti-récit, celui des pays du sud du continent dans lesquels on efface complètement le passé noir et indigène. Dans ces pays une population blanche venue d'Europe aurait été « transplantée » selon l'heureuse expression de Darcy Ribeiro³, gommant complètement la question des variations raciales.

Néanmoins, le fantasme racial réapparaîtra sans cesse, y compris dans la société argentine, où la question des « petites têtes noires » permettra d'articuler à partir d'une perspective socio-raciale les classes populaires lors du premier péronisme, dans les années 1940 et 1950. N'empêche, la société argentine se constituera comme société européenne, alors que le Mexique et le Brésil construisent leur identité nationale à partir de « l'être métis ».

A partir du « métis » vont se penser la société brésilienne (le *pardo*) et mexicaine (le *cholito*) et la classe sociale devient la seule variable explicative des inégalités et des différences statutaires et symboliques entre les individus et les groupes sociaux. A partir des années 1980 et 1990, le fantôme des inégalités ethno-raciales réapparaît et avec lui la reconnaissance, enfin, que derrière les structures de classe et les processus de mobilité ascendante, la couleur de peau joue un rôle central. Que dans les processus de mobilité ascendante, le métissage – dans le sens de filiation plus claire, de corps qui se blanchissent avec le passage des générations - est associé à des positions socioéconomiques plus aisées et plus prestigieuses. Les élites étant quant à elles étant complètement associées à l'idée de « blanchité ».

La société colombienne s'est quant à elle constituée selon le modèle argentin, et ce malgré le fait, comme le souligne la chercheuse Aline Helg⁴, que nous soyons le troisième pays de la région en termes de présence d'une population noire d'origine africaine. Le récit hégémonique qui a construit la nation colombienne tout au long du XX^e siècle nous a construits en tant que peuple hispanique. Et être un peuple hispanique veut dire avant tout être un peuple blanc. Mais alors ? L'Espagne n'a-t-elle pas aussi été un pays d'Arabes ? Le soi-disant émir de Cordoue, selon la historiographie officielle espagnole, signait en réalité ses lettres officielles au XI^e siècle en tant que Roi d'Espagne. Cette construction de

³ Anthropologue et romancier brésilien, il a consacré ses travaux aux Indiens d'Amazonie. Un de ses ouvrages a été traduit en français : *Frontières indigènes de la civilisation*, traduit par Christiane Bricot-d'Ans, Paris, UGE, 10/18, « Série 7 » no 1316, 1979

⁴ *Civiliser le peuple et former les élites. L'éducation en Colombie 1918-1957*, Paris, L'Harmattan, 1984

l'hispanité a occulté les autres Espagnes qui ont coexisté plusieurs siècles durant. Et c'est cette conception réductrice de l'hispanité qui a perduré en Colombie jusqu'aujourd'hui et qui a permis d'occulter le rôle de la race dans la construction de l'ordre colonial puis républicain. Tous ces grands paradigmes doivent être lus en relation à la structure des classes sociales. L'analyse en termes de classes sociales ne peut pas être négligée, mais la lutte des classes doit être pensée en lien avec un conflit d'ordre racial et interethnique. Pourquoi nous parlons d'ethnique et de racial en Colombie ? Parce que nous avons en Colombie – et dans d'autres régions du continent - des groupes de population qui ont été produits dans la subalternité des processus coloniaux mais de façon particulière selon les types de relations –d'ordre juridique, social, politique, économique...- qui les séparent des groupes dominants : les populations indigènes et les populations noires esclavagisées. Les unes et les autres sont marquées par la structure de classe et à l'inverse, la façon dont elles sont construites par le pouvoir colonial puis républicain structure les classes sociales d'une façon particulière, selon une gradation pigmentocratique. Les discours jusqu'à il y a peu prédominants en Amérique Latine, fondés sur une seule variable explicative – la classe -, ne pouvaient en aucun cas rendre compte de la richesse de notre structure sociale et des formes prises par les relations entre les différents groupes sociaux, les tensions, les intérêts qui les animaient etc.



Du coup, il est toujours pertinent de dire que la colonialité du pouvoir est toujours présente en Amérique Latine, qu'elle continue de caractériser les formes prises par le pouvoir « moderne » dans sa capacité à articuler, bien que de façon édulcorée ou masquée, race, contrôle du travail et production d'un ordre social et symbolique racial ?

Bien sûr. Je dirais que la littérature de différentes disciplines dans les sciences sociales, et je prends ici le cas colombien, nous permet aujourd'hui d'établir une généalogie des processus de racisation qui ont opéré, dans le devenir de la nation et de la société colombienne, dans les différentes phases historiques, jusqu'à nos jours. La pionnière a été l'histoire, mais il y a des travaux très intéressants en anthropologie, en géographie sociale. Nous avons privilégié à l'Université de Cali, dans la région du Cauca, des approches en économie politique. Dans cette région de la Vallée du Cauca il est impossible de parler de classes populaires en général. Ici il faut parler de noirs, d'indigènes, de métis aux peaux plus obscures et plus claires, plus ou moins assimilés à l'élite du pouvoir. C'est inévitable. La production de ces catégories est centrale puisqu'elle est imbriquée à la production de corps et de contrôle du travail. Nous abordons ainsi la question de la sexualité depuis la perspective de l'économie politique. Pourquoi ? Parce qu'elle joue un rôle capital dans les imaginaires qui construisent les processus de domination des classes subalternes. Le travail pionnier de Verena Stolcke sur le Cuba colonial⁵ montrait comment derrière le métissage fonctionnait une domination raciale cachée qui se fondait sur un contrôle de la sexualité : une sexualité construite dans un cadre de rapports asymétriques de genre, ce qui donnait à voir que le privilège racial et du racisme varie selon le genre. Ici en Colombie nous avons eu affaire dans nos recherches au fantasme du désir, des corps.... Nous pensons que l'ordre racial se soutient par un ordre sexuel, un contrôle des corps, une classification de ces corps, du statut de ces corps, du phénotype de ces corps, du contrôle du désir de ces corps... éléments somme toute centraux pour comprendre comment l'imaginaire racial se produit et se reproduit sans cesse dans la vie quotidienne.

Tu me fais penser à Etienne Balibar, qui soulignait à quel point il y a une surdétermination sexuelle des catégories de l'imaginaire raciste, et comment de la même manière les catégories raciales se construisent sur ces universels anthropologiques qui se soutiennent précisément sur la différence sexuelle. Il me semble que tu avais abordé ces questions dans un travail que tu avais réalisé à Cali, en Colombie, avec des homosexuels noirs coupeurs de canne à sucre.

J'ai mené un travail de recherche plus récent avec une sociologue, Ange La Furcia, qui est partie en France travailler sur les féministes noires. Nous nous sommes intéressés à la

⁵ *Racismo y sexualidad en la Cuba colonial. Intersecciones.* Bellaterra, SGU, 2017

manière dont l'ordre pigmentocratique traverse le marché *trans* dans des sociétés comme la Colombie, où il existe une forte présence de population noire. Dans ces marchés du sexe, les femmes noires *trans* ont une plus-value qui est le fait d'un imaginaire qui les associe à une virilité raciale. Il s'agit là d'éléments qui peuvent intéresser la psychanalyse et qui donnent à voir comment dans ces moments de fuite de l'ordre social, le désir aurait aussi des couleurs de peau. Les couleurs plus obscures sont associées à une idée de masculinité, de puissance, dans les fantaisies sexuelles du client. Le succès des femmes noires *trans* dans le marché sexuel est ainsi ambivalent. Elles ont plus de succès, mais seulement parce que l'ordre racial qui construit la négritude renvoie à un ordre masculinisé. Les femmes blanches ou métisses *trans* sont perçues comme étant trop féminines, alors que les femmes noires sont vues comme la femme-homme, la femme virile qui aurait un organe sexuel puissant, et dans le marché sexuel elles ont un statut social supérieur.

L'on retrouve en sens inverse le paradigme de la masculinité noire qui met dans des situations peu confortables les hommes noirs homosexuels qui, parce qu'homosexuels, trahissent l'une de leurs propriétés sociales essentielles associées à la négritude: leur authentique virilité. Les hommes noirs homosexuels doivent choisir entre leur identité noire, qui est associée à la masculinité et à la puissance virile, à l'animalité qui les écarte de l'ordre civilisationnel, et leur identité homosexuelle.

A partir de quelles perspectives théoriques travaillez-vous ces interactions entre race, genre, sexualité, classe sociale ?

Nos perspectives sont très influencées pour les courants d'avant-garde féministe, particulièrement ce féminisme qui depuis les années 1970 et 1980 a été enrichi par le *black feminism* étasunien. Mais l'anthropologie sociale latino-américaine a produit également des approches situées plus adaptées à la compréhension de la réalité sociale de nos régions et qui nous ont permis de donner un contenu spécifique à la catégorie race. En France, le terme race est, pour cause du « fantasme communautaire » toujours très présent dans l'Hexagone, un mot qui se trouve en dehors de l'ordre normatif, et j'ai souvent des discussions avec mes amis français qui nous accusent d'avoir emprunté une voie plutôt anglo-saxonne. Ce n'est qu'en partie vrai puisque dans notre approche de l'ordre pigmentocratique nous avons entamé un dialogue théorique et méthodologique avec une littérature scientifique qui est très minoritaire aux Etats-Unis, celle produite par le féminisme noir et par des chercheurs noirs et « latinos » qui sont dans une position très périphérique dans le champ académique étasunien. En Amérique Latine, il y a par ailleurs une production très intéressante qui mobilise l'épistémologie de l'intersectionnalité. Les travaux de Verena Stolcke allaient déjà dans cette direction qui nous semble heuristique et selon laquelle il s'agit de montrer à chaque moment les déterminations multiples qui participent de la construction des sujets individuels et collectifs. Ce qui veut dire qu'on ne peut pas penser la domination ou l'inégalité à partir d'une seule dimension. Très tôt, des travaux pionniers nous ont alertés que les perspectives

plus orthodoxes des classes sociales, qu'elles fussent marxistes ou weberiennes, nous empêchaient de comprendre pleinement les interactions du système de classe avec d'autres dimensions qui étaient écartées (le genre, la race, la sexualité, le désir). Le désir n'était même pas pensé dans ces approches ou il était relégué à la sphère du privé. Pour nous ces différentes dimensions fonctionnent au contraire comme des vases communicants dans la production des subjectivités, et par ailleurs elles co-construisent les inégalités sociales ainsi que les formes prises par la domination des groupes subalternes.

La perspective de l'intersectionnalité nous permet de penser sous un jour nouveau le jeu politique colombien et plus largement latino-américain. Les vieux sujets d'avant-garde homogènes - la classe ouvrière ou la paysannerie - qui avaient alimenté les récits classiques de l'émancipation, se sont inexorablement effondrés. Ces sujets historiques unifiés sont devenus des corps hétérogènes. Aujourd'hui les classes subalternes sont composées par des femmes, des hommes, elles sont traversées par des pratiques sociales et culturelles différentes selon les générations, elles sont articulées par des formes d'organisation familiale qui évoluent selon les processus de transformation démographique.... Toutes ces différences sont fondamentales pour comprendre les trajectoires individuelles et collectives des groupes sociaux, pour saisir comment évoluent les différentes subjectivités.

Mais la perspective de l'intersectionnalité, dans une approche d'économie politique, est aussi fondamentale pour interroger comment les processus d'accumulation du capital jouent avec ces différences. L'ordre social se construit à partir de logiques de domination qui sont vraiment très complexes. Du point de vue de l'accumulation capitaliste, le capital s'amuse à mettre en opposition les différents groupes subalternes, ce qui lui est précieux pour maintenir son hégémonie.

Précisément, de quelle façon cette fragmentation du monde social, et particulièrement du monde des luttes, n'est-elle pas cohérente avec les stratégies de valorisation du capital élargi, que l'on peut interroger par l'analyse des processus de fragmentation des marchés, l'externalisation, la sous-traitance, la dé-formalisation des relations de travail, etc... phénomènes en somme qui sont très présents dans les pays du Nord comme du Sud ?

Toutes ces formes de fragmentation s'alimentent, bien évidemment, de toutes ces variations de la production de biographies et de collectifs. Si l'on revient à l'économie politique, le capitalisme, sous ses différentes modalités, qu'il s'agisse de la sphère du tourisme, ou de la sphère des nouveaux processus d'expansion du capitalisme extractiviste, produit des segmentations en articulation avec un ordre pigmentocratique. En retour, il doit faire face à la résistance de groupes sociaux qui se produisent en référence à l'ordre pigmentocratique et sexué : le mouvement indien, très puissant, ou encore celui des femmes noires, qui est beaucoup plus radical dans la façon dont ces femmes affrontent ce processus d'expansion capitaliste que le mouvement syndical classique, composé essentiellement par des métis

hommes. Nous ne pouvons pas tomber dans l'illusion que tout ce processus de fragmentation, de production de biographies et de collectivités hétérogènes ne soit que fonctionnel au capital, au processus de reproduction du capital sous ses différentes formes élargies. Dans le champ politique il y a un jeu, et ce jeu des persistances lui pourrit aussi la vie au capital dans ses formes d'expansion.

Ceci nous ne pouvions pas le penser pendant les années 1970 et 1980 parce que nous ne savions pas, parce que nous pensions que les classes sociales étaient homogènes, qu'il n'y avait pas de variations, que les ouvriers se comportaient tous de la même façon, alors qu'à l'intérieur de la classe ouvrière il y avait des fragmentations et des subordinations, que les noirs et les indigènes étaient dans une position de subalternité au sens d'invisibilité. Aujourd'hui ces différences sont pensables et peuvent être nommées, et cela se répercute sur les mouvements sociaux, les rend beaucoup plus complexes. Prenons l'exemple du mouvement des femmes en Colombie, à l'intérieur duquel les femmes noires sont dans un processus organisationnel très intéressant. Dans les discours traditionnels il est habituel d'entendre : nous sommes toutes des femmes ! Ce sont les femmes blanches qui le disent, ce à quoi les femmes noires et indigènes répondent : oui, mais. Notre histoire est différente de la vôtre, nous avons été vos employées domestiques, nous avons travaillé pour vous. La façon dont nous nous sommes produites comme collectif est différente de la vôtre. C'est l'histoire qui nous a construites comme nous sommes, ce n'est pas la biologie qui nous a construites comme femmes mais notre position de subordination vis-à-vis de vous, et c'est pour cela que nous sommes différentes de vous. Si les femmes s'organisent en syndicat, ce sera probablement un syndicat composé par des femmes noires et indigènes – je pense à un syndicat de travailleuses domestiques. Dans ce syndicat la dimension salariale sera centrale, mais la dimension ethno- raciale le sera tout autant. Nous sommes d'accord pour dire que la classe sociale est un élément central pour comprendre la société et les processus du capitalisme, mais pas le seul. Le capitalisme travaille sur toutes les dimensions de la vie sociale.

Si je suis ton raisonnement, et du point de vue de l'efficacité de l'action politique, la classe ouvrière était jadis un continent dans lequel on rentrait tous et toutes, de façon plus ou moins commode, un continent qui nous représentait tous dans l'action politique et dans ses perspectives d'émancipation sociale. Ce continent s'est dissout en une infinité d'îlots de résistance, chacun ayant ses propres processus organisationnels, ses outils d'action, ses grammaires – les femmes, les noirs, les indigènes, les habitants des villes et des quartiers, et encore on pourrait rajouter les militants anti-guerre, les écologistes... Du coup, est-il toujours possible (ne serait-ce que) de penser retisser un jour toutes ces identités en un continent commun – un continent qui prendrait alors d'autres formes et tiendrait à la fois compte de l'hétérogénéité qui le compose ? Je pense ici à la validité à long terme d'expériences comme par exemple le Congrès des Peuples en Colombie, qui s'est construit à partir du mouvement indigène mais sur une

base territoriale, pluriethnique et multisectorielle, et qui fait appel explicitement à l'articulation de tous les différents secteurs organisés qui composent un territoire dans et par la mobilisation, pour la construction de ce qu'ils appellent le « manifeste des manifestes »⁶....

Le Congrès des Peuples a été une expérience très riche et intéressante en Colombie, comme l'avait été « la Otra Campana » de López Obrador au Mexique, avec une méthodologie beaucoup plus verticale. Mais regardons ces choses dans un plan plus réel, à partir de ce qui s'est passé au Brésil, par exemple. Une dimension que les analystes et commentateurs de l'échec de l'expérience brésilienne omettent systématiquement est la race. Et pourtant la race est centrale pour comprendre la construction politique du PT (Parti des Travailleurs) mais aussi la réaction des élites économiques et des classes moyennes aisées blanches brésiliennes qui ont participé du coup d'Etat qui a renversé Dilma Roussef. Le PT de Lula avait donné énormément de jeu politique à tout une série de fractions subalternes, notamment des populations noires, par la mise en application de politiques de discrimination positive – du vulgaire « populisme » dans le langage de la droite. Enfin, ces politiques avaient permis leur participation dans la vie économique brésilienne. Alors, ces fractions de la population noire brésilienne se sont exprimées politiquement et se sont articulées à d'autres secteurs sociaux – les secteurs populaires dans les villes, les ouvriers blancs - dans une expérience qui n'avait rien de radicale, qui était plutôt réformiste, mais pour la droite brésilienne – blanche - cela fut insupportable. Par exemple, examinons la législation qui donne enfin des droits, qui protège les employées domestiques noires, qui donne à ces dernières une capacité d'action, face à leurs employeuses blanches. Cela a été très dur pour les classes moyennes blanches. Ces dimensions sont essentielles pour comprendre le conflit social brésilien et la façon dont les classes moyennes blanches, en articulation avec les élites, ont organisé une réponse qui a mené à la destitution illégale de Dilma Roussef.

Tu me rappelles cet article très cité de Mara Viveros⁷ dans lequel elle dit que le métissage non seulement permet de brouiller les hiérarchies internes de l'ordre socio-racial mais aussi d'occulter la « blanchité » du pouvoir, des élites et des classes moyennes aisées qui ont des intérêts spécifiques en tant que classe de race. D'après ce que tu dis, il y aurait plutôt urgence à travailler de façon organisé pour dévoiler cette « blanchité » du pouvoir...

C'est un point qui me paraît fondamental. L'une des questions qui préoccupe le plus les élites latino-américaines c'est qu'on parle de cela, parce que quand on parle de cela, c'est

⁶ Voir sur ces luttes : Carolina Cano et Jose-Angel Calderon, « La Minga, un mouvement qui marche ! », *Multitudes*, 2010/1, numéro 40

⁷ Voir en français : *Les couleurs de la masculinité. Expériences intersectionnelles et pratiques de pouvoir en Amérique du Sud*. Paris, Editions La Découverte, 2018

comme si on enlevait la culotte au roi. On le met sur le même plan que les autres. Cela permet de mettre en jeu l'élément racial comme étant l'un des déterminants de la production de l'ordre social. Le PT brésilien était très hétérogène dans sa composition interne, il y avait même des secteurs de l'élite agricole blanche, profondément corrompus mais ayant des intérêts différents des élites mondialisées, blanches, des villes, avec qui Lula avait négocié pour élargir sa base politique. Ces secteurs du Brésil profond rural, très conservateurs, paternalistes, corrompus, sont ceux qui finalement l'ont trahi, parce qu'ils n'étaient plus en mesure de contenir les noirs qui s'organisaient sur leurs terres. Tout cela pour dire que cet élément racial est au cœur du conflit brésilien, et cela personne n'y prête attention.



Dans votre enquête Perla, l'idéologie du métissage opère dans le quotidien des familles latino-américaines. Par exemple, vous avez inclus une variable d'analyse tout à fait intéressante, « améliorer la race », qui est naturalisée, c'est-à-dire personne parmi les enquêtés ne s'étonne qu'elle soit formulée de la sorte. Que peux-tu nous dire de la façon dont cette idée « d'améliorer la race » opère ou permet de désactiver tout discours qui pourrait prétendre à, comme tu le dis toi-même, enlever la culotte au roi, à remettre la question de la « blanchité » du pouvoir au cœur du débat ?

Améliorer la race en Colombie est la clé de la mobilité sociale. Il faut penser que le métissage veut surtout dire « se blanchir ». Si on le pense de la sorte, on acquiert la conscience que le métissage est un outil pour les familles, pour leur réussite sociale. Il y a des stratégies matrimoniales et de scolarisation des enfants qui s'appuient sur ces critères, mais aussi des politiques publiques d'intégration qui s'appuient sur ces mêmes leviers. Et moi je suis favorable à ces dispositifs de l'action publique, ce qui n'empêche pas qu'il faille dévoiler les bases sur lesquelles ils opèrent. En gros, par les politiques publiques l'on cherche à intégrer les subalternes, mais de sorte à ce qu'ils s'assimilent à ceux qui les intègrent, c'est-à-dire tous ceux qui mettent en place les organismes qui construisent l'ordre social. Il faut qu'il y ait des noirs qui ressentent le désir de devenir des « noirs raffinés », des femmes noires décentes, des femmes indigènes qui ressemblent le plus possible aux femmes blanches métisses... Ces politiques cherchent à ce que nous nous comportions selon un modèle d'intégration sociale assimilationniste qui est également très présent dans le mouvement indigène et noir et qui est dangereux parce que cela renvoie à une logique d'intégration qui ne met pas en question les règles du jeu de l'ordre social-racial, un ordre qui est très favorable au processus d'accumulation capitaliste en ce qu'il encourage la mobilité sociale tout en reproduisant en permanence les conditions de production des inégalités. Dévoiler la « blanchité » du pouvoir signifie montrer que, parce que nous sommes plus blancs, c'est mon cas, nous sommes d'emblée situés dans une position de pouvoir, et donc nous avons des meilleures chances de réussite que d'autres secteurs de la société. Ce dévoilement est important dans l'optique d'un processus de reconnaissance, qui ne va pas par lui-même changer les choses mais qui devrait permettre de commencer à montrer qu'il y a là des rapports de pouvoir et de domination. Dévoiler la « blanchité » c'est alors dévoiler que la couleur du puissant est celle qui fait la hiérarchie et construit et reproduit l'imaginaire social et racial.

Pourtant, les nations latino-américaines ont été pionnières quant à la reconnaissance du caractère pluriethnique et pluriracial des populations qui les composent ?

Le multiculturalisme a permis que les dimensions ethno-raciales fassent surface comme étant des dimensions structurantes de l'ordre social. Les derniers travaux de Christian Gros avaient souligné que le multiculturalisme apparaît dans la région dans un moment d'épuisement des récits qui ont construit les identités des différentes sociétés en Amérique Latine – ces récits fondés sur la « nation métisse » dont on parlait à l'instant. Je me place dans une perspective qui déplace un peu la focale. Le multiculturalisme latino-américain est d'une nature un peu différente du multiculturalisme anglo-saxon, même si mes amis français, qui voient souvent l'Amérique Latine comme quelque chose de profondément exotique, considèrent que nous nous sommes mis à copier – et ce regard sur l'Amérique Latine fait partie de la domination colonialiste - le modèle racial étasunien. D'ailleurs c'est ainsi que Bourdieu entendait

prouver que l'Amérique Latine se tenait toujours sous la botte de l'impérialisme culturel étasunien.

Le débat au Brésil sur la question de la subalternité sociale et raciale des populations noires n'est pas un débat qui aurait émergé ces trente dernières années... la subalternité des groupes racisés fait partie de l'histoire des sciences sociales brésiliennes ! Mais effectivement, à partir de la fin des années 1990 nous avons assisté à l'irruption, un peu partout dans le continent, de processus organisationnels et politiques qui étaient enracinés dans des lectures qui prenaient en compte, d'une façon centrale, les dimensions ethno-raciales des conflits sociaux. Même des pays comme l'Argentine, l'Uruguay ou le Chili ont vécu ce type de processus et les vivent encore. Et les sciences sociales ont commencé à en tenir compte d'une manière plus attentive, tout en revisitant la façon dont elles nommaient les phénomènes observés. Je viens d'évaluer un article sur la présence noire en Argentine dans lequel l'auteur propose un recensement systématique des collectivités noires jusqu'à leur extinction et/ou leur camouflage dans les processus de métissage. Par ailleurs ces quarante dernières années l'Argentine a aussi connue une vague de migrations de populations noires venues du Cap-Vert et du Brésil, et quand Kirchner a mis en place des politiques de discrimination positive et leur a donné une reconnaissance, cela a fait scandale. Ou le cas des afro-mexicains, qui ont récemment été découverts dans les sciences sociales mais qui existent depuis la colonie, or ils avaient été simplement invisibilisés. La couleur de peau pèse dans la manière dont les mexicains entrent en relation, aujourd'hui et toujours. Donc, le multiculturalisme n'est pas une mode qu'on aurait importé des Etats-Unis. Christian Gros avait interprété l'essor du multiculturalisme comme étant un nouveau métarécit qui apparaissait dans un moment d'épuisement des paradigmes de la nation métissée dont on a parlé – le paradigme brésilien et mexicain - mais aussi de l'anti-récit argentin selon lequel nous étions tous blancs, nous venions tous d'Europe. Un nouveau métarécit de la multiculturalité en somme en interaction avec la vague néolibérale qui a traversée toute l'Amérique Latine. Bien sûr que cette explosion multiculturelle est en rapport avec ces profondes restructurations productives dans la région. Mais est-ce que cela veut dire que le métarécit multiculturel est un vulgaire produit du néolibéralisme ? Non. Au contraire, le multiculturalisme génère aussi des tas des problèmes aux politiques néolibérales.

Par exemple, sur le plan de l'industrie extractive ou de l'expansion des cultures agroindustrielles, ce sont ces populations indigènes et noires qui se sont très massivement opposées. Et elles le font tout en revendiquant des droits en tant que peuples ancestraux. Elles ont certes inventé cette histoire du peuple ancestral, mais ce facteur met très clairement un frein à la pénétration de la logique du capital, d'un capital qui pense qu'il peut faire ce qu'il veut d'un territoire.

Donc non, le multiculturalisme n'est pas une invention anglo-saxonne. Il s'agit effectivement d'un processus de refonte des récits qui commencent à la fin du XX^e siècle mais qui sont en relation avec la crise des systèmes de domination économique à échelle globale, avec une redistribution des positions des différentes régions du monde qui sont mises en concurrence

les unes contre les autres dans la nouvelle division internationale du travail, et une apparition de nouvelles problématiques qui s'expriment, aussi à une échelle globale, à partir d'autres grammaires. Par exemple, pour ce qui est de la question des noirs, la Conférence de Durban va avoir en Colombie des implications très importantes.

Au niveau des politiques publiques, dans ce nouvel ordre multiculturel, il y a une reconnaissance de nouvelles catégories : les recensements des populations commencent à incorporer ces catégories et à les resignifier, ce qui vu de la France paraît scandaleux. En Colombie, la Constitution de 1991 reconnaît des droits de représentation politique aux minorités (ethniques, raciales, sexuelles) et réserve des sièges de l'assemblée et du sénat de la nation aux populations qui s'auto-reconnaissent en tant que telles. Aujourd'hui, même le mouvement des paysans, composé essentiellement par des paysans métis, est en train de revendiquer une reconnaissance de la part de l'Etat en tant que catégorie ethnique. Parce qu'ils savent que cela a un poids, et que face à l'Etat, cette reconnaissance leur donne plus de droits et plus de capacités d'action.

Puisque tu parles des paysans métis. Jusqu'à quel point cette reconnaissance des droits de certains secteurs ne fait pas grief des droits d'autres secteurs sociaux ? C'est-à-dire jusqu'à quel point le multiculturalisme n'ouvre pas le pas à une dynamique de concurrence permanente entre les groupes sociaux pour la reconnaissance de particularités qui empêchent par définition l'articulation de ces mêmes fractions subalternes dans un front de lutte commun ?

Bien sûr qu'il y a des tensions entre les paysans blancs et les paysans indigènes et noirs, mais ça c'est l'histoire de la construction de la nationalité colombienne. Ces fragmentations profondes des classes subalternes colombiennes sont une constante dans notre histoire comme territoire. Les différents groupes sociaux ont coexisté comme le montrent les études classiques, par exemple celle d'Odile Hoffman⁸ sur le Pacifique colombien, dans des espaces d'échange symbolique, d'entraide et d'apprentissage mutuels. Les populations noires qui arrivent dans le Pacifique tout au long du XVIème et XVIIème siècle vont apprendre des indiens l'usage des plantes, par exemple. Mais les relations entre ces groupes sociaux étaient sous-tendues par des problèmes d'occupation de territoires et de fixation des frontières. Et par ailleurs, l'ordre social était très largement hiérarchisé, puisque les noirs dominaient les indigènes qui étaient dans une position très infériorisée. C'est-à-dire, que les relations entre les communautés n'ont jamais été harmonieuses. Ensuite, tout au long du XXème siècle, l'ordre métis, qui ne reconnaît pas l'existence de ces différentes communautés, est celui qui a décidé, selon une logique assimilationniste à l'ordre social et racial blanc, qui parmi les indigènes, les noirs et les *zambos* - qui était le mélange racial entre noirs et indigènes du Pacifique - avait le plus de chances de réussir socialement, qui avait plus de chances de

⁸ Odile Hoffmann, *Communautés noires dans le Pacifique colombien. Innovations et dynamiques ethniques*. Paris, IRD-Karthala, 2004, 259 p

migrer dans les villes et qui au contraire devait rester dans les zones rurales très misérables.... Alors, s'agit-il de revenir à un ordre idéalisé et harmonieux qui en réalité n'a jamais existé ou au contraire s'agit-il de reconnaître que l'ordre multiculturel a toujours généré du désordre et que pour comprendre le désordre il faut passer par des clés d'analyse qui prennent en compte des variables ethno-raciales ? Les paysans métis ont très bien compris les enjeux contemporains, et c'est précisément pour cela que lors des dernières grèves et mobilisations paysannes, très massives, ils ont réclamé au DAN, qui est l'institut de statistique en Colombie, la reconnaissance d'une catégorie ethnique spécifique en tant que paysans métis.

Les paysans métis ne se sentent-ils un peu hors-jeu parce qu'ils se sont toujours pensé simplement comme « force de travail ». Cela a pu être suffisant à une autre période, mais ils manquent peut-être d'une certaine mystique, c'est-à-dire un certain attachement symbolique à l'idée de territoire. Le territoire, ce n'est pas la terre. Le slogan « la terre à celui qui la travaille », qui a construit l'identité du colon paysan métis, n'est-t-il pas impuissant face à l'offensive néolibérale et face à ces autres secteurs comme les indigènes qui réclament le contrôle sur le territoire à partir d'une éthique de la responsabilité et pour le bien commun ?

Quand je parle de région je parle du territoire dans lequel j'ai fait des enquêtes de terrain, des recensements de population, du travail d'archive et des recherches ethnographiques. Qu'est-ce que je trouve dans ce territoire ? Je trouve un territoire qui a une longue tradition multiraciale. Nous ne pouvons simplement penser la région comme étant faite par des paysans, propriétaires terriens, industriels, ouvriers. Les ouvriers qui coupent la canne à sucre et qui ont fait des grèves très dures sont noirs. Les indigènes qui se sont battus contre l'agro-industrie ont élargi leurs territoires et ont empiété sur les territoires des paysans métis, aussi. Mais, qu'on le veuille ou non, ce sont eux, les indigènes, qui ont porté le conflit contre les propriétaires terriens et contre les « haciendas ». Ce sont eux aujourd'hui l'avant-garde des fractions subalternes dans la lutte de classes, ce sont eux qui ont envahi les terres et les « haciendas » des familles des puissants. Ils détruisent la canne à sucre et replantent des haricots, des bananes, du maïs... Les puissants se plaignent : mais quels abrutis ces indigènes. Mais nous ne mangeons pas de la canne à sucre, disent les indigènes. Ils se battent pour la souveraineté alimentaire dans notre région. Ici la confrontation n'est pas seulement culturelle, il s'agit d'une confrontation économique, de classe. La question est plus complexe encore. Il ne faut pas être naïf. Il existe aussi des inégalités au sein des collectivités indigènes. Mais ces inégalités sont nuancées et assouplies par tout un système d'institutions dont les indigènes se sont dotés et au travers de processus de redistribution, parce que les indigènes opèrent aussi avec une économie paysanne très semblable à celle des économies métisse ou noire. Sauf que les indigènes ont une plus grande capacité institutionnelle par la façon dont ils se sont organisés : ils ont leurs propres autorités, ils se sont dotés d'une garde

civique. Sans méconnaître les mobilisations des paysans métis, leur problème ce ne sont pas les indigènes, mais cette réforme agraire qui un jour devrait s'attaquer enfin aux terres des grands propriétaires de la région, à peine quelques familles. Ces propriétaires terriens sont tous blancs, ils accaparent tout le pouvoir – économique, politique, social - dans la région. C'est l'élite blanche d'une société multiraciale.